

# Agir ensemble

PAR ANITA NORMARK ET JIM BAKER

LE MANDAT DU CONSEIL DES GLOBAL UNIONS, SIGNÉ EN JANVIER 2007, EST EXPLICITE : “ORGANISER, DÉFENDRE LES DROITS HUMAINS ET LES NORMES DU TRAVAIL PARTOUT ET PROMOUVOIR LE DÉVELOPPEMENT DES SYNDICATS DANS L'INTÉRÊT DE TOUS LES TRAVAILLEURS, LES TRAVAILLEUSES ET LEURS FAMILLES”. JAMAIS UNE EXPRESSION AUSSI SIMPLE DE LA SOLIDARITÉ N'A ÉTÉ AUTANT NÉCESSAIRE QU'EN CES PÉRIODES TROUBLÉES.

La récession qui s'est installée dans le sillage de l'effondrement des services financiers a renforcé la nécessité d'un partenariat entre les organisations représentant les centrales nationales et celles représentant les syndicats sectoriels. C'est maintenant que les syndicats doivent user de toute l'influence dont ils disposent, sur le plan politique comme par la force de leurs membres.

Cette publication est la réponse stratégique que le mouvement syndical international entend apporter à la crise mondiale. Elle propose des idées à la communauté internationale et aux dirigeants du monde entier, dans un but qui n'est pas de faire double emploi avec les initiatives déjà prises, à titre individuel ou collectivement, par les Global Unions, mais pour leur adresser, d'une seule voix, un message réclamant une stratégie de relance qui donne la priorité à la personne.

Le mouvement des Global Unions puise sa force dans l'action concertée. Il se veut un forum pour l'échange d'idées et d'informations et un catalyseur de l'action et de la coopération au profit de l'ensemble du mouvement syndical international.

Presque toutes les initiatives du Conseil des Global Unions ont trait à l'organisation et à la reconnaissance syndicale. Elles s'efforcent de faire évoluer la législation du travail et son application de telle sorte que

les travailleurs puissent, librement et sans crainte, créer des syndicats. Un exemple caractéristique est celui de la campagne internationale qui a été mise sur pied pour appuyer les efforts déployés par le mouvement syndical américain pour faire adopter l'Employee Free Choice Act. Dans d'autres pays aussi nous pouvons conjuguer notre force politique et notre force numérique pour donner aux travailleurs une chance de s'organiser et de négocier collectivement. Cela implique de cibler des actions sur un pays ainsi que de collaborer dans des zones franches d'exportation.

La progression des formes de travail précaire et informel dans le monde entier constitue aussi un sérieux obstacle à l'organisation, à la négociation et au renforcement des syndicats. Les travailleurs qui ne sont pas dans la sphère de l'emploi direct et régulier évoluent dans la zone grise du travail précaire, souvent sans la moindre protection sociale, légale ou conventionnelle. Et, même ceux qui jouissent d'une protection sur le papier craignent souvent de s'organiser au risque de perdre leur emploi. Ces travailleurs “jetables” ont été les premières victimes de la crise économique. La coopération dans ce domaine, par le truchement d'un groupe de travail, est une des priorités essentielles des Global Unions. Nous devons sortir de cette crise en

réhabilitant le principe de l'emploi permanent, non seulement dans l'intérêt des travailleurs concernés, mais aussi pour empêcher une “dégringolade” de l'emploi dès que la situation économique se complique. Cette action globale progresse à grands pas grâce à l'étroite coopération qui lie les Global Unions en matière de politique, notamment auprès des instances intergouvernementales, et à l'action sectorielle dans les domaines de l'organisation et des relations professionnelles.

La migration internationale est un autre phénomène en progression qui pèse sur les possibilités d'organisation, en particulier dans des secteurs tels que la construction, la santé et les services. C'est pourquoi nous avons entrepris une action conjointe sur le thème de la migration, qui a à la fois une dimension politique et un impact sectoriel particulier. Dans les prochaines années, des millions de travailleurs vont traverser les continents à la recherche de travail et d'une vie meilleure et nous pensons que la coopération entre les Global Unions constitue un moyen de renforcer l'action tant politique que sectorielle pour réagir à ce phénomène.

Tout aussi importants sont les efforts déployés pour influencer l'impact et le rôle des multinationales sur les marchés nationaux et mondiaux. Ces entreprises ont souvent des chiffres d'affaires supérieurs à bien des budgets nationaux, ce qui a aussi une incidence sur les marchés du travail nationaux et sur les possibilités d'organiser les travailleurs et de défendre leurs droits. Le dialogue social mondial entre plusieurs Fédérations syndicales internationales d'une part et, de l'autre, une entreprise en particulier a gagné beaucoup de terrain depuis quelques dizaines d'années, notamment par la négociation de plus

d'une soixantaine d'accords-cadres internationaux ou mondiaux avec des sociétés multinationales. Le Conseil des Global Unions rassemble et échange des informations sur les stratégies menées vis-à-vis des entreprises et sur les accords-cadres.

Toutefois, nous ne pourrions atteindre nos objectifs syndicaux sans de bons textes de loi qui protègent absolument les droits des travailleurs et les font respecter. Cela exige des pouvoirs publics qu'ils réhabilitent les valeurs du service public. La crise économique démontre combien est aberrante la pratique de "l'externalisation" des responsabilités publiques et du bien collectif pour les confier à ceux que n'anime que la recherche du profit. Le vaste éventail

de questions allant de la qualité des services publics à une fiscalité juste et adéquate, en passant par les liens essentiels entre règle publique et comportement privé et entre rendement et justice économique et sociale fait l'objet d'une réflexion d'ensemble des Global Unions. Une "reprise" dans laquelle les pouvoirs publics seraient remis au placard après que les banques aient été remises en selle ou les valeurs de service public asservies à l'intérêt privé ne ferait que préparer le prochain effondrement du marché.

Pour tirer le meilleur parti de cet ambitieux programme des Global Unions et les aider à mieux communiquer avec leurs membres et avec le public, nous mettons en place les éléments d'une stratégie de campagne

et de communication unifiée et cohérente. Un groupe d'étude est chargé de mettre au point des méthodes et des outils de communication, notamment par une utilisation encore plus pointue de l'Internet. La présente publication est, elle aussi, une initiative de ce groupe d'étude.

Il est impossible d'examiner les options de la reprise en passant sous silence les inégalités qui se creusent entre les pays et à l'intérieur de ceux-ci. La pauvreté et le chômage progressent à une vitesse telle que les statistiques sont presque instantanément dépassées.

Une réponse à la crise économique ne peut se limiter à une régulation et une supervision financières; il faut qu'elle s'attaque aux problèmes des inégalités et de l'injustice et forge une nouvelle approche de la politique gouvernementale axée sur un élargissement du champ d'application de la négociation collective en tant que processus de redistribution des richesses et de promotion de l'égalité. L'impact de la discrimination fondée sur le sexe, l'appartenance nationale, la race, la religion et d'autres considérations durcit à mesure que s'aggravent les crises de la finance, de l'alimentation et de l'énergie.

Toutes ces questions remplissent à foison l'agenda de l'action syndicale. Le succès n'est pas garanti, mais des progrès seront réalisés à condition de pouvoir compter sur une meilleure communication et sur des liens plus étroits entre les mouvements syndicaux nationaux et internationaux. Il ne sera pas vain d'agir ensemble pour promouvoir les normes internationales du travail, défendre les droits des travailleurs de s'organiser et de négocier collectivement, préconiser la coopération sectorielle, de nouvelles législations du travail et une politique de l'environnement progressiste ainsi que des actions sur le lieu de travail. Sortir du gâchis provoqué par le capitalisme mondial prendra du temps et sera douloureux, mais le mouvement syndical international veut que dans la palette de solutions à la crise figurent des stratégies syndicales cohérentes et efficaces pour les droits et la croissance.

**Anita Normark**, Secrétaire générale de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois, est la Présidente du Conseil des Global Unions

**Jim Baker** est le Coordinateur du Conseil des Global Unions



M. CROZET/ILLO